

Vu de l'extérieur, être Citoyen...

Réflexions sur la JUSTICE et ses outils...

Introduction ...

La recrudescence de la violence, et des phénomènes de bandes, la montée en puissance du terrorisme, de la brutalité jusqu'à la barbarie, la sauvagerie... Devient un paysage que l'on reconnaît au sein même de nos sociétés dites, civilisées.

Bref ! Tout un tas de qualificatifs à forte significations, qui nous envahie, et prend une place dans la société française de plus en plus visible, et ressentie comme un malaise de celle-ci.

La nécessité, à un moment donné, de se poser, et de réfléchir à la question du chemin parcouru sur cette voie où le point de « non retour » existe.

Quelquefois, dans certains pays de la Terre, cette limite a été atteinte ! Pour d'autre, elle n'est pas loin, cette frontière de l'éradication par la violence systématique.

Finalement, ces derniers deux mille ans d'existence n'auront pas appris à l'homme, comment ne pas en arriver là !

Car pour des solutions réelles, peu de grands discours de nos hommes politiques sont entendus, car peu d'hommes sont prêts à s'engager dans cette tourmente. Le problème est vaste et chacun, pour ne pas perdre un peu de ses acquis, ne veut faire un petit pas. Et l'on sait que si chacun se résout à le faire, le pas pour chacun sera minuscule.

Mais pour cela il faut au moins s'arrêter un moment. Il faut reprendre la parole auprès de nos institutions qui sont belles et bien les nôtres, et non celle de gouvernements qui passent et trépassent au gré de leurs bêtises, qui nous coûtent toujours très cher, et faire valoir notre volonté de vivre. Et vivre bien selon des schémas que la nature a bien voulu mettre à notre disposition.

Constatons et prenons le temps de regarder dans quelle vie nous sommes véritablement !

N'y a-t-il pas là une espèce de monumentale remise en question à mettre en œuvre ?

Une réflexion où les réponses ne peuvent être simples ?

Une problématique où chacun est inscrit comme un responsable. Car nos actes inconsidérés au quotidien, mènent systématiquement à des problèmes difficiles à résoudre pour tous.

Pour le bien commun, peut-on sacrifier quelques concepts ?

Etre ensemble, à réfléchir au chemin parcouru, en toute modestie et honnêteté.

Que voudrions-nous pour demain ? Quelle vie voudrions-nous inventer pour demain ? Car il s'agit bien d'inventer et non d'essayer de comprendre l'incompréhensible.

La question qui devrait suivre serait ; Quels sacrifices, quels moyens, quelle idée êtes-vous prêt à donner pour que cette transformation se fasse ?

Mais là n'est pas le débat réel, car les moyens, on peut toujours se les donner. Nous savons tous que nous pouvons les trouver !

Il faut simplement faire une pose démocratique, et redevenir des citoyens. C'est-à-dire des gens de la cité qui s'intéressent à leurs vies républicaines. Et notre vie dans la cité se réalise aussi dans notre participation à la politique.

Bien sûr, je ne parle pas d'arrêter de travailler pour y réfléchir. Non ! Ni de s'arrêter de vivre sa vie. Ni d'être politicien ! Nous le sommes tous.

Il ne s'agit pas non plus, d'arrêter le pays ! Commençons par être raisonnables. Car il faut bien comprendre qu'il faut être, d'une manière ou d'une autre, acteur de sa vie mais aussi de celle

des autres. Tout au moins en partie !

Il s'agit simplement de rester dans la réalité. Et non de s'organiser un repos, sans doute bien mérité pour la plupart, pour en fin de compte ramollir sa capacité à rester dans les vrais problèmes de tous les jours. Les vrais problèmes de vie !

Ceux qui finalement nous touchent le plus.

Jusque dans ses fondements, l'autorité est remise en cause, et une brèche s'est ouverte récemment, rendue possible par une ambition politique qui touche tous ces hommes et femmes du pouvoir, qui ne remplissent guère leurs contrats électoraux...

Des ambitions toutes personnelles qui sont portées par ces fameux « programmes électoraux, » qui s'érodent dès que l'individu « élu, » monte une marche.

Faut-il vivre d'après l'autorité de quelque uns ? Ou plutôt d'après des consensus que tous peuvent respecter, entendre et accepter ?

Trop de vent qui souffle sur les sommets du pouvoir, sans doute. L'érosion politique, qui ressemble plus à une amnésie qu'à autre chose, est systématiquement présente dans cet acquis, qu'ils gardent précieusement pendant cinq années, maintenant...

Et pendant pratiquement tout ce temps, de cette course au pouvoir, ce choix, pour en fin de compte un seul homme qui va favoriser les siens, et rien d'autres, nous attendons patiemment qu'ils s'active pour le pays, et pour nous !

Cet état d'esprit n'est pas acceptable dans une démocratie... En tous cas, elle ne semble pas avoir gagné son droit d'exister de cette manière.

Mais peut être, que succinctement, il faudrait revoir ce terme de **Démocratie** afin de mieux cerner le vrai problème ! Voilà ce qu'en dit le Robert (électronique).

Dēmokratia, (en grec) de dêmos « peuple »

Doctrine politique d'après laquelle la souveraineté doit appartenir à l'ensemble des citoyens; organisation politique (souvent, la république) dans laquelle les citoyens exercent cette souveraineté.

La démocratie antique, grecque. La démocratie repose sur le respect de la liberté et de l'égalité des citoyens.

- *Démocratie directe*, où le peuple exerce directement sa souveraineté.

- *Démocratie représentative*, où le peuple élit des représentants. « *Le suffrage universel est donc la démocratie elle-même* » (Lamartine).

- *Démocratie parlementaire, présidentielle.*

- *Démocratie socialiste; libérale.*

- *Démocratie chrétienne*, inspirée par la morale sociale chrétienne et plus étroitement, forme d'action politique démocratique définie par la papauté (1901) ; partis politiques (belge, italien, allemand, français : M. R. P.) qui la défendent.

Voilà une définition succincte, mais compréhensible par le plus grand nombre, et qui peut éventuellement, recalculer les fréquences de compréhension de chacun.

Il y a donc des qualités à avoir, pour faire partie de cette classe politique que l'on a désigné par le vote, sur un programme pour le pays. C'est-à-dire pour une majorité (là encore, le débat pourrait être long).

Un homme qui va désigner son équipe afin de travailler au mieux pour nous tous, sans distinction (100% des Français). Car son élection ne l'autorise pas de servir exclusivement

ceux qui lui ont permis d'être à sa place de chef de l'état, et de délaissier les autres pour lesquels, « On pensera plus tard. »

Ce qui, ma foi, ressemble à ce que nous avons vécu récemment avec le C.P.E. ou le C.N.E. ou encore les retraites...

L'intégrité de ces hommes et femmes qui exerce cette profession, qui devrait intégrer le code du travail comme salarié de l'état d'ailleurs, n'est plus au rendez-vous depuis de très nombreuses années. Et d'ailleurs, on pourrait se demander si cela a déjà été ?

La malhonnêteté de certains à entacher l'image même de cette intégrité, nécessaire pour tout gouvernant, quelque il soit, devient presque notoire. Pour ne pas dire, obligatoire.

Comme un pillage organisé et consenti !

Le pouvoir de certains, en terme de justice, a mis en avant, et de façon flagrante, les limites d'une loyauté due à leur fonction, géré par le Politique.

Oui messieurs les juges ! Votre intégrité et votre travail sont mis en cause de plus en plus fréquemment.

Il est, dans cet esprit, difficile de considérer que cette façon d'utiliser les lois, avec un commanditaire politique, puisse engendrer, d'une façon juste et qui plus est, sereine, une mécanique qui rendrait les juges juste, mais pas intouchable...

Là encore, le mot justice n'as pas de sens. Pas de souveraineté directe... La Démocratie ne les modèle pas...

Dans cette démocratie vieillissante, et devenue bancal, il y a sûrement « du ménage à faire. » Pour reprendre l'image populaire.

Actuellement, elle pourrait se définir comme une oligarchie gérontocratique. Et ce, depuis déjà bien longtemps. Trop longtemps, peut être ?

Mais quel est donc ce mot que beaucoup connaissent, et que l'on n'entend rarement dans les débats politiques télévisés. « Oligarchie ! »

Comme beaucoup de mots, il vient du grec, *oligarkhia* « commandement de quelques-uns »

Sa définition : Régime politique dans lequel la souveraineté appartient à un petit groupe de personnes, à une classe restreinte et privilégiée.

Dans cette réflexion, sur la recherche d'un bien être social que l'on nous doit, plusieurs grands axes sont donc à considérer.

Malheureusement, tous ces grands axes ne pourront être traité dans ce fascicule. Mais il faut savoir qu'ils sont tous liés, d'une manière ou d'une autre.

Et je n'ai pas non plus cette prétention de tout voir. Et encore moins, celle de tout résoudre.

Mais il faut bien commencer par quelque chose. Quelque chose d'important pour ne pas corrompre la suite, si suite il y a !

Si nous faisons en effet le point sur nous même, nous constaterions que la majorité n'est pas le bon système. Grâce à ces majorités qui ont traversées les siècles, nous en sommes exactement arrivé là. Une vraie catastrophe sociale qui ne trouve pas sa suite dans les grands mouvements qu'elle a engendrée.

La société française n'a, semble t-il, plus ses repères qui faisaient d'elle, une France où il faisait socialement, bon vivre. Un pays de référence démocratique.

N'a-t-on pas inscrit sur nos mairies « Liberté, Egalité, Fraternité ? »

Toutes les représentations sociales devraient être représenté pour considérer l'unité d'un pays.

Pour évaluer sa démocratie. Ce mot si décrié qui n'a même plus sa citoyenneté. Nous sommes, sans exception aucune, tous citoyens de notre si beau pays.

Comme une grande porte sacrée, qui donne sur un monde magnifique, il faut de temps à autre huiler ses gonds, voire, les réaligner avec leurs axes, afin que la dite porte puisse accomplir son rôle de porte sacrée.

Evidemment, plus la porte est grosse, plus il faut y mettre de gonds, car elle finit par être très lourde, et ne plus fonctionner si l'on ne fait rien.

Comme toute grande porte sacrée, elle est magique ! Bien sur ! Elle change tout le temps. De forme de poids de fonction... Non ! Pas de fonction !

En deux mots, « elle change. » Ce qui fait que l'on est souvent obligé de jeter un œil sur cette mécanique, pour que la porte puisse s'ouvrir ou se fermer convenablement et protéger le monde magique qui est derrière. C'est là que les axes ont leurs importances.

C'est là aussi, que les forces qui influent sur ces axes, qui doivent rester cohérentes, sont aussi importantes. Sinon plus !

Dans cette porte, toute magique soit elle, tout le monde a son rôle et son pouvoir sur les autres. Si l'un d'eux veut être plus que l'autre, la porte finira par ne plus fonctionner. Si l'un d'eux s'en va sans prévenir les autres, c'est identique. Peut être même pire !

C'est pourquoi, pour chaque pouvoir relativement important, il faudrait un contre pouvoir compétent, pour remettre en place le gourmand, l'instable ou le tordu...

Les juges tissent,

Pourquoi réfléchir d'abord sur la Justice ?

L'un des axes de la porte sacrée que j'ai choisi, est la justice. Cette justice qui se doit d'être équitable, au-delà de toute influences. « Juste. » D'une robustesse à toute épreuve ! Cette justice qui est l'un des axes régulateurs de la société, et dont l'un des combats principaux, qu'elle ne mène pas, ou alors en traînant les pieds, devrait être son indépendance vis-à-vis de l'état, et du politique.

Le chef d'eux ! C'est-à-dire le garde des Sceaux, ne devrait pas être désigné par le politique. Mais peut être comme un président de la République. Par les citoyens...

Ce qui serait plus juste. Car la justice est un si vaste et grave sujet, qu'il nécessiterait aussi un programme, hors des politiques, cette fois ci.

La justice ! Un des grands axes pour qu'une société existe.

La justice, au-delà de toute manipulations, se devrait d'être intègre à cent pour cent...

Là encore, l'intégrité n'est pas un grand monument qui trône comme un emblème au sein de cette administration.

L'humilité non plus, ne fait pas partie de leurs fonctions, qui sent la naphtaline. Seul leur image et leur pouvoir important. Leur omnipotence leur est chère.

L'existence même, est un combat au sein de cette justice qui est divisée. Elle nous prouve depuis plusieurs années ses accointances avec la démesure. Ses amitiés avec le monde politique qu'elle protège lorsqu'il lui est demandé ! Bref ! La justice en France laisse à désirer.

Et si l'on n'est pas convaincu de cette observation, avec un petit effort de mémoires, on pourrait trouver plusieurs affaires, où la justice a fait le dos ronds...

Très récemment encore, le conseil constitutionnel s'est laissé aller à montrer une image de lui qui n'est pas celle pour lequel il existe. Même si il est conseillé du Gouvernement !

Ce sont pour la plupart, des professionnels de la loi qui devrait être complètement isolé des bruits du monde politique...

Pourtant, sur les sept « sages, » cinq d'entre eux sont désignés par le pouvoir politique. Le président de la République, pour être précis.

Encore une fois, la constitution, le bien fondé de la République, dans cet organe que je traiterais de « Tartufferies, » n'est pas représentative de notre démocratie. Et encore moins de la volonté des Français.

Comme l'ENA qui doit disparaître, la justice devrait être complètement refondé. Et non « *Patcher* ! » Par des textes qui n'en finissent plus de modifier, de trafiquer, d'utiliser des lois existantes qui datent de Mathusalem, et dans lesquelles on ne se retrouve pas !

Si l'on regarde bien, toutes ces grandes administrations qui sont mises à disposition du pouvoir par l'état, on peut remarquer que leur chemin croise systématiquement le monde de la justice. Tout est régit par des textes de lois, des décrets, des fusibles, des leurres, des cacahuètes...

C'est là, pour moi qu'il faut commencer. C'est là, que le bas blesse, et de là que l'hémorragie gagne.

Car si l'on y réfléchit plus en détails ! Si l'on y pense en ramenant à soit un certain nombre de principe de base ! Alors on pourrait constater que le bien être social passe par une justice qui fait son travail, en respectant les règles établies pour le plus grand nombre.

Et il ne s'agit pas de mettre un policier derrière chaque personne. Car en terme de justice, ce n'est pas la police qui la fait, cette justice. Ni la loi d'ailleurs ! Pour cela il y a aussi des professionnels. Le policier est l'outil que le juge utilise pour faire appliquer la loi. C'est tout !

Quand à l'Etat et son pouvoir, il s'en sert pour aplatir les masses mouvantes, et mécontentes, en mettant en avant sa sûreté.

Pourtant le vrai Etat, c'est le peuple. Les citoyens du pays qui ont désertés leurs responsabilités politique, au profit d'une vie gérée par les autres. Ces quelques uns qui gouvernes, qui font les loi, qui conseillent, et j'en passe...

Des citoyens mécontent et puni d'avoir laissé cette république entre des mains douteuses, et fréquemment sales.

Pp.

L'outil de la justice...

Mais là aussi, l'organe policier est à revoir sérieusement.

Des êtres humains soumis à autant de laideurs et de déséquilibres sociaux, que l'on peut se demander si un examen psychologique annuel, même succinct, ne serait pas de rigueur. Déjà pour les aider à supporter la tâche difficile d'être « Flic. » Un de ces termes de la rue qui est devenu très péjoratif dans la profession. Un terme qui en fait de valeur de vie ne vaut pas grand-chose.

Et pourquoi pas, tous les cinq ans, un soutien plus adapté et une recherche plus pointue sur eux même, et leurs problèmes réels au sein de cette profession dure à assumer au quotidien.